

CountrySide

N° 190

European Landowners' Organization

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2020 - BIMENSUEL - FR



FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

FFA2020 deuxième édition en direct : récompenser la durabilité dans le système alimentaire

Ulrike SAPIRO

*Directrice principale pour l'eau et la durabilité,
The Coca-Cola Company*



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 FFA2020 deuxième édition en direct : Récompenser la durabilité dans le système alimentaire
- 6 L'ELO s'ouvre aux organisations membres de tous les pays européens
- 7 Dialogue sur l'alimentation et l'agriculture durables : mener la transition
- 8 Que peut-on attendre de la prochaine stratégie de l'UE pour les forêts ?
- 9 Retard de la stratégie forestière européenne
- 10 Conférence finale virtuelle InnoForEST : une occasion de présenter et de débattre des résultats du projet
- 11 Mise en place de systèmes agroforestiers sur votre exploitation
- 12 Lancement du projet AGRIWATER
Un programme de formation pour les femmes dans les zones rurales
- 13 Suppression progressive de la grenaille de plomb dans les zones humides à tout prix
- 14 2021 FAMIGRO Prix pour l'entrepreneuriat
- 15 Agenda
- 16 Nécrologie de Johan NORDENFALK

La stratégie sur la biodiversité prévoit de protéger 30% de la surface de l'Union Européenne, dont un tiers le seront strictement sur base de la désignation Natura 2000, de désignations nationales en y ajoutant les corridors écologiques.

Protéger est louable, mais quand protéger revient à seulement interdire toute activité de la vie rurale dont la chasse ou la pêche par exemple, c'est ressenti par les populations des campagnes comme une agression des urbains.

Il faut être conscient que le défaut principal des politiques actuelles est l'absence d'une approche économique. Donnons une valeur aux biens communs écosystémiques qu'apporte la biodiversité : la nourriture, le bois, le contrôle des ravageurs, le filtrage des polluants et autres afin de donner un signal de prix reflétant la rareté des ressources environnementales.

Même logique que celle qui consiste à donner un cout au CO₂ pour lutter contre le changement climatique. Cette discipline est en réalité toute neuve, et le politique devant le nombre de questions ouvertes n'a pas clairement osé inviter à payer agriculteurs et forestiers pour les services environnementaux. Dès que l'on n'a pas d'approche cohérente, la recette de l'interdiction constitue une trop facile fuite en avant pour échapper à ses responsabilités sans prendre de risques pense-t-on ! Suffit-il de multiplier les zones préservées sur notre planète ou faut-il mieux intégrer diversité et activités humaines ?

N'y a-t-il pas confusion entre causes et moyens ? Si je prends l'exemple de la chasse ou de la pêche, l'opposition à ces dernières vient plus du refus de la souffrance animale que de la défense de la biodiversité. Et tout ceci en fait, termine en une opposition entre écologie des villes et écologie des champs ! La solution de l'interdiction ne peut que décevoir parce qu'elle manque de cohérence et s'appuie sur une protection trop fragmentée, souvent davantage centrée sur l'espèce ou l'animal plutôt que sur une vue d'ensemble (en angl. 'big picture') des écosystèmes.

En ces temps difficile le Pacte vert pourrait au moins avoir l'audace de prendre un peu de hauteur et d'offrir une lueur d'espoir et non un sentiment de désespérance.

2



Les membres de l'équipe FFA2020 qui ont pu se joindre en personne



FFA2020 deuxième édition en direct : Récompenser la durabilité dans le système alimentaire



FFA2020 revient à Bruxelles avec un débat ouvert sur comment récompenser la durabilité dans le système alimentaire

Mark TITTERINGTON, responsable de la stratégie et des partenariats du FFA

En partenariat avec :



Le Forum pour le Futur de l'Agriculture (FFA) est revenu à Bruxelles fin octobre avec le deuxième de ses événements en ligne en direct, animé par la journaliste Jennifer BAKER. Des participants de tout le réseau mondial du FFA se sont joints à l'événement, qui avait pour thème « Récompenser la durabilité dans le système alimentaire ». En particulier, on y a examiné le principe selon lequel l'avenir du système alimentaire est susceptible de reposer sur deux moteurs interdépendants : l'adaptation et la réinvention des modèles commerciaux du système alimentaire et le développement de pratiques pouvant générer des solutions agricoles face au changement climatique qui créent de la valeur pour les fournisseurs et la société en général.

Urgence d'agir

Dans son discours d'ouverture, le président du FFA, Janez POTOČNIK, a clairement indiqué que « les agriculteurs méritent une vie décente où ils sont récompensés pour la nourriture qu'ils produisent et les biens publics qu'ils fournissent ». Mais il a réitéré l'urgence de planifier un avenir durable, en citant le récent rapport du WWF qui a révélé que les calottes glaciaires fondent et sont arrivées au niveau le plus bas depuis le début des relevés, parallèlement à une perte alarmante des espèces et de la biodiversité mondiales depuis 1970.

L'ancien commissaire européen à l'environnement a souligné son argument selon lequel les signaux actuels du marché ne reflètent pas le véritable coût environne-

mental de la production alimentaire et qu'il existe simplement des « limites strictes » à la vie sur cette planète. Il a fait valoir qu'il est vital que les signaux du marché s'alignent davantage sur les coûts réels de production, notamment en tenant compte de l'impact environnemental, et que les acteurs innovants du système alimentaire, en particulier les producteurs, devraient être récompensés pour avoir adapté ou réinventé leurs modèles commerciaux afin de fournir des biens publics, y compris des solutions agricoles faisant face au changement climatique.

Adapter et réinventer les modèles commerciaux du système alimentaire

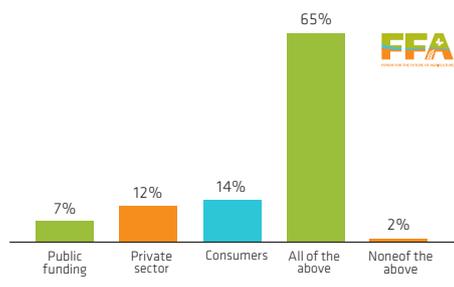
Lors de la table ronde sur les modèles d'entreprises agroalimentaires durables, qui a suivi le discours d'ouverture de Janez POTOČNIK, le directeur de Organics Europe Bruxelles, Eduardo CUOCO, s'est basé sur cet avis. Il y a incorporé la perspective de l'agriculture biologique, en déclarant que le modèle d'agriculture industrielle actuellement en place « génère un cercle vicieux ». Il a souligné l'importance de créer une politique qui aide au développement du marché. Un deuxième facteur fondamental est de travailler sur le comportement des consommateurs et l'éducation des consommateurs. E. CUOCO a estimé que les détaillants peuvent jouer un rôle important dans cette transition en expliquant « comment le prix d'un produit est construit », soulignant que ceci n'est pas une question facile. Il a souligné que les prix des denrées alimentaires sont trop bas et que lorsque les consommateurs font des écono-

mies sur les prix, ils en paient le prix ailleurs, en soulignant les impacts environnementaux que notre système alimentaire actuel a infligés au monde.

Dans le même ordre d'idées, Ben O'BRIEN, directeur Europe de Beef+Lamb New Zealand, a fait valoir que la science et la technologie, et le rythme de leur développement, seront toujours le facteur déterminant dans la réinvention ou l'adaptation des modèles commerciaux. Il a clairement indiqué que « le changement ne peut se produire qu'aussi vite qu'il est techniquement possible » et que même dans ce cas, « ... le rythme auquel les gens modifieront leurs comportements dépend de leur motivation à changer ». Il ressort clairement des discussions en cours sur ce point que lorsque les marchés n'incitent pas au changement, une intervention publique est nécessaire, tant du point de vue de la compensation financière que de la réglementation.

Bas RUITER, responsable mondial de la durabilité chez Rabobank, s'est appuyé sur ce constat, affirmant qu'il s'agira d'un défi collectif, impliquant une coalition de tous les acteurs, pour conduire le changement nécessaire afin de produire un système alimentaire plus résistant et durable. Il a souligné que cela ne peut pas être la responsabilité d'un ou même de quelques acteurs, et qu'il y a un alignement sur la nécessité de refléter le « vrai prix » (le coût réel des biens et services produits) dans le prix que nous payons pour la nourriture. Il était clair, pour lui, que ce n'est pas le cas et que, par consé-

2. Who should pay for the implementation of greater sustainability in the food system?



quent, les consommateurs font des choix différents. À cet égard, il a estimé que les institutions financières, comme Rabobank, peuvent jouer un rôle important, en soutenant l'adaptation ou la réinvention des modèles commerciaux du système alimentaire, en liant le prix du financement ou du crédit à la performance de durabilité de leurs clients.

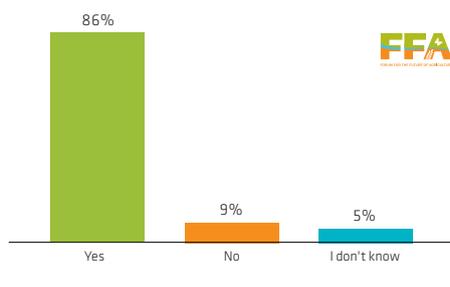
Faisant écho aux commentaires de B. RUITER, les délégués à la conférence ont convenu que ce n'était pas un acteur de la chaîne alimentaire plus qu'un autre qui devait payer pour la réalisation d'une plus grande durabilité dans le système alimentaire - 65 % ont estimé qu'il s'agissait d'une responsabilité partagée entre le secteur public et privé et les consommateurs [red. : question nr 2 du sondage].

Créer une valeur partagée

La deuxième session du panel a permis d'approfondir la question de savoir dans quelle mesure des solutions agricoles pour le changement climatique pouvaient émerger et comment elles pouvaient créer et partager une valeur ajoutée, en particulier avec les producteurs. Ces solutions vont de l'agriculture dite « carbone » à l'agriculture régénérative et de précision, tandis que plus en aval de la chaîne alimentaire, elles concernent l'amélioration de la transformation, du transport, du stockage et de la durée de conservation.

Répondant à la question de savoir comment y parvenir, Ulrike SAPIRO, directrice principale pour l'eau et la durabilité, The Coca-Cola Company, a déclaré : « Il n'y a pas de solution miracle, il y aura un certain nombre d'instruments politiques, financiers et de gestion des risques qui devront jouer un rôle et pour une politique très solide, vous devez vraiment évaluer quels sont les problèmes que vous voulez résoudre et quelles sont les options disponibles ». Néanmoins, elle a clairement indiqué qu'elle pense que les acteurs du secteur privé, comme The Coca-Cola Company, peuvent jouer et jouent un rôle de premier plan dans l'intégration de la durabilité dans leurs chaînes d'approvisionnement et leur politique climatique. Elle a toutefois déclaré qu'il sera important de s'aligner sur les agriculteurs et les décideurs politiques et de leur expliquer clairement à quoi ressemblent les solutions en matière de durabilité et de changement climatique et, surtout, comment elles sont récompensées.

4. Should farmers diversity from being just food producers to also farmers for biodiversity?



Faisant écho au thème de la récompense appropriée des producteurs pour ce qu'ils font, Marjon KROL, responsable du marché et de la chaîne alimentaire chez ZLTO, a déclaré que si « ... de nombreux agriculteurs sont conscients des besoins de la société, tant qu'ils ne sont payés que pour produire des aliments abordables, ils n'auront pas les ressources nécessaires pour investir dans la transition ». Elle a donné deux exemples où une coalition d'acteurs tente de résoudre ce problème au niveau local aux Pays-Bas. Le premier concerne l'Observatoire de la biodiversité, qui exige des producteurs laitiers qu'ils prennent des mesures et quantifient leur contribution à l'amélioration de la biodiversité. Le deuxième exemple concerne le 'carbon farming' (stockage du carbone dans les sols agricoles), où une initiative a été lancée avec un petit nombre de producteurs qui adoptent des pratiques visant à séquestrer le dioxyde de carbone de l'atmosphère.

Et à cet égard, Tassos HANIOTIS, directeur de la stratégie et de l'analyse politique à la direction générale de l'agriculture de la Commission européenne, a fait valoir que la réforme de la Politique Agricole Commune devra jouer un rôle en aidant les producteurs à adopter des mesures pratiques qui peuvent réellement favoriser la durabilité. Pour lui, cela implique une attention particulière à la santé des sols, où des améliorations dans ce domaine peuvent débloquer des avantages adjacents en termes d'eau et de biodiversité, ainsi que la capacité de production de l'exploitation. Bien que T. HANIOTIS était d'accord avec l'urgence de la crise climatique, il a également fait valoir que nous devons reconnaître la situation économique dans laquelle nous nous trouvons, en ce qui concerne le COVID-19. L'accent étant mis sur l'augmentation probable de l'accessibilité des denrées alimentaires, les ajustements de ces signaux de prix doivent être traités avec précaution. À cet égard, il a suggéré une approche en deux étapes visant à aider les consommateurs à comprendre comment leurs aliments sont produits, et à quel coût, pour influencer les décisions d'achat, parallèlement à l'adoption de technologies et à des changements de pratiques susceptibles d'améliorer le coût et la durabilité de la production.

John GILLILAND, OBE, directeur de l'agriculture et de la durabilité chez Devenish Nutrition, s'est appuyé sur ce constat et a fait valoir que, selon lui, la combinaison de la tech-

nologie et d'une surveillance et de mesures solides était essentielle pour comprendre et démontrer comment la valeur peut être créée en prenant des mesures pour améliorer la résilience et la durabilité des exploitations agricoles et en apportant des solutions pour le changement climatique. Il a souligné l'importance de trouver un équilibre dans la gestion d'une exploitation agricole. À long terme, l'économie ne peut être privilégiée par rapport à la durabilité et à la santé, car elle aura une incidence sur la qualité des éléments nutritifs du sol et du produit. Il a souligné l'importance d'un sol sain pour les exploitations agricoles qui tentent d'atteindre leurs propres objectifs nets zéro et a insisté sur l'importance d'harmoniser la relation entre le bétail et la terre. L'une des pratiques les plus efficaces qu'il a mentionnées est l'introduction de la *Silvopasture*, qui consiste à rassembler des arbres et des animaux dans une même zone. J. GILLILAND a dissipé la notion selon laquelle l'élevage de ruminants est nuisible en déclarant : « C'est un mythe que si vous vous débarrassez de l'élevage de ruminants, vous réglez tous les problèmes, mais ce n'est pas le cas ». Il a noté que les ruminants jouent un rôle clé dans l'inoculation du sol.

L'avantage de cet alignement entre l'alimentation et la durabilité environnementale, auquel J. GILLILAND a fait allusion, a été confirmé par les participants, près de 90% d'entre eux étant d'accord pour dire que les producteurs devraient cultiver pour la biodiversité aussi bien que pour l'alimentation [red. : question nr 4 du sondage].

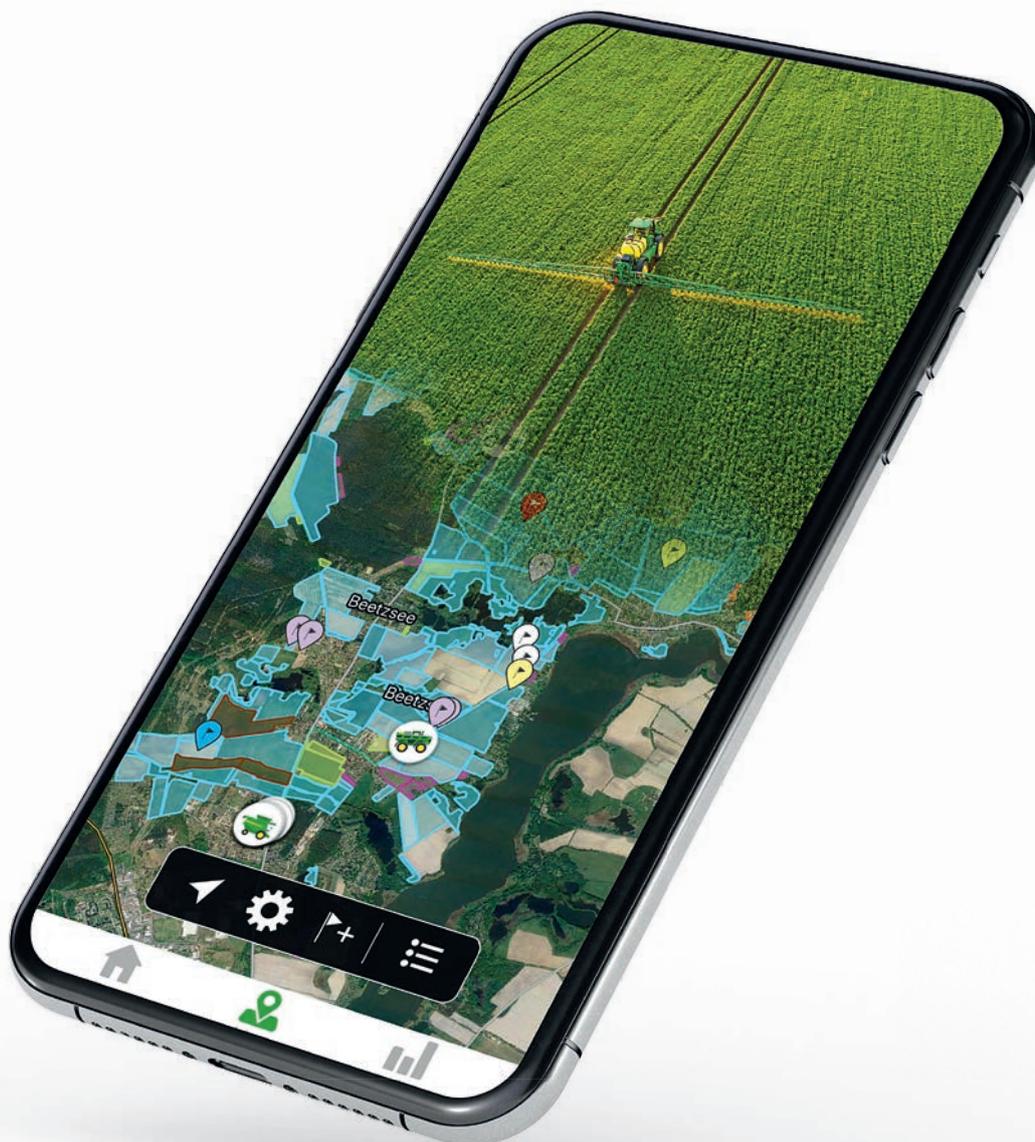
Faire face aux défis mais également à certaines solutions

Il ressort clairement de ce dernier événement FFA2020 en ligne qu'il existe un consensus de plus en plus large sur le fait que les signaux de prix dans le système agroalimentaire doivent refléter le coût réel pour l'environnement et que les producteurs doivent être récompensés pour les services de durabilité qu'ils fournissent. Tout simplement, personne ne trouvera l'incitation à adapter et à réinventer les modèles commerciaux, à l'échelle, si la valeur n'est pas récompensée. Comme d'habitude dans ces discussions, il y a beaucoup d'alignement sur le défi, et même à un haut niveau sur la façon dont tous les acteurs peuvent travailler ensemble pour le relever. Mais la discussion lors de cet événement a également porté sur de nombreuses mesures pratiques qui commencent à être prises. Il s'agit peut-être encore d'exemples de « pousses vertes » ou de « phares », mais ils donnent une certaine confiance dans le fait que les différentes parties prenantes peuvent se réunir pour récompenser une plus grande résilience et durabilité du système alimentaire. La question qui persiste, comme toujours, est l'étendue de l'échelle et du rythme qui peuvent être atteints dans la mise en œuvre.

Pour plus d'informations et pour regarder la rediffusion : www.forumforagriculture.com

DE MEILLEURES DÉCISIONS

John Deere Operations Center est un outil de gestion d'exploitation numérique conçu pour vous aider à prendre les meilleures décisions. Il fonctionne avec toutes les marques d'équipement. Il permet d'effectuer de réelles économies sur chaque hectare. Enfin, il est gratuit. Inscrivez-vous dès aujourd'hui sur MyJohnDeere.com, ou contactez votre concessionnaire pour commencer à faire des économies !



GO
OPERATIONS
CENTER



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

L'ELO s'ouvre aux organisations membres de tous les pays européens

Plus de 50 personnes, représentant 18 pays européens, ont participé à l'Assemblée générale de l'ELO qui s'est tenue le 2 décembre 'en ligne'. L'événement a été organisé avec les organisations membres de l'ELO du Portugal, ce pays ayant la présidence du Conseil de l'UE à partir du 1er janvier 2021.

Emmanuelle MIKOSZ, ELO



Herdade do Pinheiro, Portugal.

Eduardo OLIVEIRA E SOUSA, *The Confederation of Portuguese Farmers (CAP)*, a résumé trois grandes questions du moment, en premier les conséquences de COVID ; ensuite les discussions budgétaires et pour finir les résultats potentiels d'un Brexit 'dur'. Il a également présenté le document que son organisation a préparé et qui aborde de manière horizontale sept questions importantes relatives à l'utilisation durable de l'énergie, au progrès technologique et à l'innovation, à la numérisation des procédures, à la gestion des forêts et à la sylviculture, à la manière de faire face au changement climatique, à l'eau et au sol, et aux développements des industries.

António GONÇALVES FERREIRA, *Mediterranean Forest Union (UNAC)*, a noté que les 1100 membres de l'UNAC gèrent actuellement plus de 700 000 ha de forêts et de terres agricoles. Il faut garder à l'esprit que dans le nord, les exploitations agricoles représentent rarement plus de 5 ha en moyenne alors que dans le sud du Portugal, c'est tout le contraire. Ceci s'explique par une différence significative du climat et du sol, qui fait que les exploitations agricoles du sud ne sont pas viables économiquement sur de petites surfaces. Il a rappelé que la principale activité est l'agroforesterie du chêne-liège, qui représente un tiers de l'économie forestière portugaise. Cette partie du marché forestier est restée plutôt stable au cours des vingt dernières années ; cependant, un petit nombre de chênes-lièges ont été perdus par hectare en raison des variations du changement climatique. Ces forêts représentent le plus grand puit

de carbone au Portugal et sont protégées depuis le 12^e siècle.

António PAULA SOARES, *National Association of Rural Owners (ANPC)*, a ajouté à ce point qu'il est nécessaire de partager le plus possible des histoires positives avec la société, qui est de plus en plus préoccupée par la biodiversité et les questions environnementales. Il a donné l'exemple concret de la réintroduction du lynx ibérique, qui a commencé en 2014. Un tel projet demande un temps considérable pour préparer le terrain et sensibiliser le public, en particulier les acteurs ruraux, afin d'avoir leur soutien pour le projet. La forte collaboration entre les propriétaires fonciers, les chasseurs et les ONG portugaises et espagnoles a été nécessaire pour établir une confiance à long terme et des réseaux solides ; elle a été et continue

d'être la clé de son succès. Aujourd'hui, il y a plus de 160 lynx dans la région, avec le nombre extrêmement remarquable de 60 lynx nés dans la nature depuis le début de ce programme.

Les participants ont également eu l'occasion d'échanger sur les priorités de la présidence portugaise de l'UE avec Nuno BANZA, président de *Instituto da Conservação da Natureza e das Florestas*. Des réunions 'en ligne' avec le ministre de l'agriculture et le ministre de l'environnement auront lieu en janvier. Afin de préparer ces discussions, les « Principaux messages de l'ELO pour la présidence portugaise concernant ses priorités agricoles et environnementales » ont été remis virtuellement 'dans les mains' de leurs équipes respectives.

S'en est suivie la présentation des actions et activités de l'ELO par Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire Général, et le «tour de table», qui a permis à toutes les organisations membres de présenter les derniers développements et les questions les plus urgentes de leurs organisations et pays, comprenant entre autres le «Green Deal» européen, les plans stratégiques nationaux de la PAC, et l'état d'avancement des stratégies de l'UE en matière de forêts et de biodiversité. Enfin et surtout, le vote unanime de l'AG a confirmé que toute organisation répondant aux critères et basée en Europe peut devenir «membre actif» d'ELO.

La prochaine AG aura lieu du 14 au 16 juin 2021 en Slovaquie.

« Principaux messages de l'ELO pour la présidence portugaise concernant ses priorités agricoles et environnementales »

1. **Nécessité de libérer le potentiel des secteurs liés à l'utilisation des terres pour un «Green Deal» européen**
2. **Lutter pour des systèmes alimentaires durables et compétitifs - comment y intégrer les objectifs «De la ferme à la table» d'ici 2030**
3. **La PAC reste le meilleur outil pour les gestionnaires des terres dans l'UE**
4. **L'importance de pérenniser les zones rurales européennes**
5. **Comment renforcer le potentiel d'atténuation du climat des secteurs terrestres - le rôle du stockage du carbone dans les sols agricoles**
6. **L'importance d'une stratégie forestière solide et opportune pour l'après-2020**
7. **Stratégie pour la biodiversité 2030 - le potentiel de la conservation relevant du secteur privé**



Renata MARON, Présentatrice et reporter TV, Terraviva (en bas)



Jurgen TACK, directeur scientifique d'ELO ; Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO

Dialogue sur l'alimentation et l'agriculture durables : mener la transition

partage d'expériences sur le stockage du carbone dans les sols agricoles et l'agriculture de précision

Plus de 450 participants nous ont rejoints le 23 novembre dernier, lors de notre « Dialogue sur l'alimentation et l'agriculture durables ». Quel succès, quel débat, ce direct de **Bruxelles** et du **Brésil** a été plus qu'enrichissant. Au nom d'ELO et d'Apex-Brasil, nous tenons à remercier chaleureusement nos intervenants, qui se sont joints sur place ou à distance, pour leur vision et leurs idées. « Faisons maintenant en sorte que le désir de mener la transition vers un système alimentaire durable devienne une réalité » a conclu le modérateur. Vous pouvez regarder la rediffusion sur le site d'ELO.



« Je vais introduire la discussion par deux messages principaux. Le premier est que la croissance de la productivité est essentielle pour la durabilité. C'est pourquoi le stockage du carbone dans les sols agricoles, l'agriculture de précision et d'autres avancées technologiques - notamment par le biais de la sélection végétale et animale - ont un rôle essentiel à jouer. Trop souvent, les deux concepts sont mis en opposition, mais dans la mesure où la croissance de la productivité implique d'utiliser moins de ressources rares pour produire un résultat donné, elle est en fait essentielle pour améliorer la durabilité.

Le deuxième point est que si la croissance de la productivité est nécessaire, elle ne sera toujours pas suffisante. Des mesures cohérentes devront répondre aux objectifs environnementaux et climatiques, et ces mesures impliqueront des compromis difficiles entre des objectifs concurrents. »

Jonathan BROOKS, Chef de division, Politiques agricoles et des ressources



« Oui, 2020 a été une année très longue et très triste. Au milieu de toute cette morosité, il y a des faits positifs ». S.E. Marcos GALVÃO, Ambassadeur du Brésil auprès de l'Union européenne



« Le rôle du gestionnaire des terres sera très important pour décarboniser notre économie en Europe. Le programme « Carbon farming » vise à récompenser les agriculteurs pour leurs efforts et la protection qu'ils garantissent. Il est considéré comme une bonne occasion de voir ce qui se passe réellement sur le terrain. » Nicola DI VIRGILIO, Expert national détaché, DG AGRI, Commission européenne

Que peut-on attendre de la prochaine stratégie de l'UE pour les forêts ?

L'événement fût organisé à l'initiative du président de l'Intergroupe « Chasse, biodiversité et activités rurales », Álvaro AMARO ainsi que les vice-présidents de l'Intergroupe, Simone SCHMIEDTBAUER et Andželika MOŽDŽANOWSKA. Cet événement a été suivi par une large audience de 180 personnes, et fut modéré par Jurgen TACK, Directeur scientifique de ELO.



La stratégie de l'UE pour les forêts expire en 2020. C'est un bon moment pour l'améliorer. Ce sujet suscite une attention croissante et nous pousse à être encore plus actifs. Le moment est propice pour définir de nouvelles ambitions qui protégeraient de manière cohérente l'état des forêts. Petri SARVAMAA, rapporteur du Parlement européen sur la stratégie de l'UE pour les forêts, a rappelé que « les forêts sont multifonctionnelles et servent plusieurs objectifs, elles sont au cœur des plus grands défis que nous sommes appelés à relever comme le changement climatique et la biodiversité. Dans ce contexte, la stratégie l'UE pour les forêts jouera un rôle essentiel et devra assurer un juste équilibre entre les intérêts économiques, environnementaux et sociaux pour obtenir les meilleurs résultats ».

Claudia OLAZABAL, cheffe d'unité « Capital naturel », DG Environnement, a expliqué que cela va demander un effort important de la part de la Commission européenne avec une approche multidisciplinaire pour adapter la stratégie forestière autour du Pacte vert. L'agenda climatique devra en faire partie de même qu'une incitation à la production de produits biologiques, réutilisables et recyclables. Pour parvenir à une transformation efficace et durable à long terme, les zones rurales auront besoin d'aide pour protéger la nature et la restaurer là où elle a été endommagée. Jusqu'à 30 % des zones terrestres et maritimes de l'UE devront être protégées par des dispositions juridiquement contraignantes. La question de la résilience de la forêt sera finalement abordée dans le cadre du programme de plantation qui vise à augmenter la surface boisée de 3 milliards d'arbres, par le biais du boisement et du reboisement.

L'intervention de chacun des panélistes a porté sur le rôle clé des pratiques de gestion des forêts. Frédéric PETIT, président de NTF, a rappelé que parmi les défis auxquels ils sont confrontés, le rétablissement de la confiance est essentiel. De nombreux producteurs sont découragés et ont besoin d'être soutenus pour restaurer les zones touchées. Ils doivent parvenir à maintenir un bon niveau de production, faire des progrès dans les pratiques forestières et également faire le bon choix en matière d'espèces de reboisement. Dr Eckart SENITZA, président de Pro Silva Europe, a ajouté qu'une stratégie de gestion intelligente et active des forêts implique également des mesures de surveillance - par le biais des activités de chasse et de pêche, essentielles à la biodiversité. Ronan UHEL, conseiller scientifique de l'Agence européenne pour l'environnement, a souligné l'importance de qualifier et de quantifier l'état actuel des forêts européennes et d'évaluer leur niveau de diversité à tous les

Amadeo MISSIR DI LUSIGNANO, ELO

INTERGROUP ON "BIODIVERSITY, HUNTING, COUNTRYSIDE"

27.10.2020
16.30 - 18.30
Online event

WHAT TO EXPECT FROM THE NEXT EU FOREST STRATEGY?

In conjunction with **ELO**

Hosted by
MEP Álvaro Amaro
President of the Intergroup
MEP Simone Schmiedtbauer
Vice-President of the Intergroup
MEP Andželika Moždžanowska
Vice-President of the Intergroup

Introduction
MEP Petri Sarvamaa
Rapporteur for the EP's initiative report on the EU Forest Strategy

Keynote Speaker
Claudia Olazabal - DG ENV, Head of Unit, Natural Capital

Panel
Frédéric Petit - NTF, President
Ronan Uhel - Head of Natural Capital and Ecosystems, EEA
Dr. Eckart Senitza - Pro Silva, President (Europa)

niveaux. De plus, le FISE (ang. Forest Information System for Europe) devrait être réorganisé comme une activité avec des fonctions exceptionnelles afin de faciliter l'accès aux services d'information et de connaissance en ligne.

Enfin, Simone SCHMIEDTBAUER, vice-présidente de l'intergroupe, a réaffirmé que la durabilité des forêts de l'UE ainsi que leurs rôles pour l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets devraient être mieux intégrés dans la future stratégie. « Nous devrions examiner des moyens innovants de financer le secteur, y compris le stockage du carbone dans les sols agricoles ». Dans l'ensemble, les propriétaires forestiers sont disposés à jouer un rôle important dans le futur du Pacte Vert pour l'Europe. Toutefois, leur première préoccupation est de restaurer les

peuplements forestiers dégradés et d'améliorer la résilience de leurs écosystèmes. La demande de la société pour des services et des biens forestiers très différents ne cesse d'augmenter. Ces bénéfices sont fournis par les propriétaires forestiers, très souvent gratuitement, ce qui ne les motive pas toujours à gérer leur propriété en optimisant l'offre de tous ces services non marchands. Il est donc nécessaire de récompenser les gestionnaires fonciers qui contribuent positivement aux mécanismes de financement de la biodiversité et nous sommes prêts à soutenir cette démarche.

Pour plus d'informations à ce sujet, veuillez consulter le site de l'intergroupe : www.biodiversityhuntingcountryside.eu

Retard de la stratégie forestière européenne

L'ELO salue le rapport du Parlement européen sur la « Stratégie forestière européenne : la voie à suivre » du député européen Petri SARVAMAA (rapport adopté en plénière le 6 octobre), et les conclusions du Conseil sur la stratégie forestière de l'UE après 2020 (le 10 novembre). Il est nécessaire de mettre en place une nouvelle stratégie forestière européenne post-2020 équilibrée et renforcée, élaborée en collaboration avec les États membres et les parties prenantes, qui soutienne et complète la politique forestière aux niveaux national et infranational. La stratégie forestière de l'UE doit rester le principal outil politique pour intégrer les forêts et la sylviculture européennes dans tous les autres domaines politiques. Elle doit fournir un cadre global et inclusif, avec des principes de gestion durable des forêts (GDF) au cœur.

Oskars ZEMITIS, ELO

L'ELO est toutefois très préoccupé par le retard de la publication de la communication sur la nouvelle stratégie forestière européenne. Comme mentionné dans le programme de travail de la Commission européenne pour 2020, la nouvelle stratégie forestière de l'UE, qui devait initialement être publiée en 2020, a déjà été reportée au premier trimestre 2021. Récemment, des informations provenant d'une réunion du groupe de travail de la Commission ont indiqué que sa publication pourrait être reportée une nouvelle fois, à l'été 2021.

L'ELO ne comprend pas pourquoi la stratégie forestière de l'UE pour l'après-2020 n'est pas une priorité plus importante pour la Commission, compte tenu du potentiel des forêts et de la filière bois pour faire face aux crises climatiques et sanitaires actuelles.

En outre, les perturbations naturelles croissantes telles que les scolytes et les incendies de forêt constituent une menace pour ces ressources vitales et nécessitent un engagement à long terme ainsi qu'une action opportune et bien coordonnée de la part de l'UE et de ses États membres. L'ELO est préoccupé par un éventuel retard additionnel qui pourrait avoir un impact négatif sur la réalisation de l'objectif clé de poursuivre la transition vers une économie plus verte et plus durable.

Les répercussions du changement clima-

tique sur les zones rurales sont évidentes. Les dernières années montrent, sans aucun doute, les effets extrêmement néfastes des vagues de chaleur, avec des périodes de sécheresse prolongées, des épidémies de parasites et de maladies et une nouvelle tendance aux méga incendies. Celles-ci ont des impacts économiques immédiats massifs mais aussi des conséquences environnementales. Le changement climatique influence nos écosystèmes complexes de nombreuses façons, notamment en déplaçant les limites des régions biogéographiques actuelles. Pour les écosystèmes forestiers, la longue durée de vie des arbres n'offre pas beaucoup de souplesse pour une adaptation rapide au changement climatique. Une réponse passive n'est pas envisageable. Il existe un besoin urgent d'outils politiques basés sur la connaissance pour faire face à ces défis. Il convient donc d'accorder une plus grande attention à la recherche et à l'innovation dans le domaine des forêts et de la sylviculture, ainsi qu'à la formation et aux compétences.

Des éléments positifs sur la feuille de route :

- la stratégie forestière de l'UE s'appuiera sur les principes de la gestion durable des forêts
- la stratégie forestière de l'UE favorisera l'adaptation des forêts au changement climatique
- la forte dimension économique que la stratégie forestière de l'UE doit inclure
- les bases de l'innovation et de la promotion de nouveaux produits qui remplacent les matériaux d'origine fossile et contribuent efficacement à une nouvelle société climatiquement neutre
- l'accent sera mis sur la formation, les compétences et les emplois
- la nécessité d'encourager les incitations financières innovantes
- la nécessité d'améliorer la surveillance des forêts et le rôle que la stratégie forestière de l'UE devrait jouer à cet égard (bien que « l'harmonisation de la surveillance » ne soit pas claire)

Points problématiques de la feuille de route :

- aucune reconnaissance du rôle des propriétaires et des

gestionnaires de forêts

- un champ d'application limité qui ne reflète pas l'ensemble des forêts de l'UE
- la prise en compte et le soutien de la GDF font défaut, aucune référence aux critères et principes de Forest Europe lorsqu'il est question de GDF
- l'objectif de la restauration et de la préservation doit être clarifié et justifié
- la durée limitée n'est pas conforme à l'équilibre nécessaire entre les principales fonctions des forêts et n'est pas compatible avec la forte dimension économique que l'EUFS doit avoir
- l'absence de progrès dans la mise en œuvre du paiement des services écosystémiques
- aucune référence aux politiques de l'UE qui sont essentielles pour les forêts de l'UE, notamment la stratégie de bioéconomie de l'UE, la stratégie d'adaptation au climat de l'UE et Horizon Europe.

L'ELO appelle la Commission européenne à faire des progrès rapides avec la stratégie forestière de l'UE après 2020, en tenant compte des recommandations données par les États membres dans les conclusions du Conseil du 11 novembre 2020 et la résolution du Parlement européen du 8 octobre 2020.

Telemak
webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

Bienergy EUROPE, Ceptar, Ceptar, CEF, CEPPF, COPA-COGECA, ELO, FEP, Forest-Based Sector, UNIF, USSE

Ms Ursula von der Leyen
President of the European
Commission
Rue de la Loi 200
BE-1049 Brussels

Brussels, 20th November 2020

Re: Delay in the publication of the EU Forest Strategy

Dear President of the European Commission,

The European forest and forest-based sector, represented by the private and public forest owners and managers, forest-based industries as well as the representatives of workers, contractors and professionals, are very much concerned about the delay of the publication of the Communication on the new EU Forest Strategy, originally expected to be published in 2020, was already postponed in Q1 2021. Recently we heard in one of the Commission working group meetings that the Communication could be postponed once again, for summer 2021.

As representatives of the entire forest value chain, we are very concerned about the delay of the publication of the Communication on the new EU Forest Strategy post-2020 is not a higher priority for the Commission work programme for 2020, the forest-based sector's potential for tackling climate change and other global challenges, and the long-term commitment of the forest-based sector.

Conférence finale virtuelle InnoForEst : une occasion de présenter et de débattre des résultats du projet

Le 28 octobre dernier, le consortium InnoForEst a réuni les principales parties prenantes de l'offre et du financement des services écosystémiques forestiers (SEF), notamment des propriétaires et des gestionnaires de forêts, des représentants d'organisations non gouvernementales et à but non lucratif, des chercheurs et des entrepreneurs, afin de présenter le projet InnoForEst et ses principales conclusions, de partager les enseignements tirés et les recommandations en matière de politique, d'entreprise et de gestion, puis d'organiser une table ronde pour débattre des résultats et de leur utilité avec des représentants clés au niveau européen.

Lindsey CHUBB, ELO



Intégrer des niches d'innovation dans le contexte biophysique et institutionnel européen

Les partenaires du projet, Eeva PRIMMER (SYKE) et Davide GENELETTI (UNITN), ont donné un aperçu du Work Package 2 (WP2) à l'échelle de l'UE : cartographie et évaluation des services des écosystèmes forestiers et des cadres institutionnels. Le WP2 a été conçu pour rassembler une large compréhension des services des écosystèmes forestiers avec le potentiel d'innovation des niches récentes et émergentes, en interaction avec le régime socio-technique existant dans le secteur forestier. À cette fin, le WP2 a fusionné les informations de niveau européen sur les services écosystémiques et diverses sources gouvernementales et industrielles afin de cartographier le paysage socio-économique et institutionnel à travers l'Europe. L'analyse a permis d'établir une carte et un cadre sur lesquels peuvent s'appuyer d'autres analyses détaillées de l'innovation, et de mieux comprendre les conditions socio-écologiques et institutionnelles des innovations politiques et commerciales.

Recommandations en matière de politique, de gestion et d'entreprise pour stimuler les innovations en matière de gouvernance afin de fournir durablement les services des écosystèmes forestiers

Carolin MAIER (FVA) & Carol GROSSMAN (FVA) ont présenté des recommandations pour stimuler les innovations en matière de gouvernance afin de fournir durablement des SEF. Les résultats du projet suggèrent que les six groupes d'acteurs ciblés peuvent contribuer à garantir la fourniture et le financement de la SEF en abordant un

ou plusieurs des thèmes principaux, ou en les abordant par différents moyens. De plus amples informations sur ces recommandations sont disponibles dans le document 6.3 et les notes d'orientation ciblées, bientôt disponibles sur le site web du projet.

Chances et défis pour les innovations en matière de gouvernance dans le secteur forestier de l'UE

Une table ronde a permis d'échanger sur les questions suivantes : (1) Quelles sont les principales chances et les principaux défis du secteur forestier de l'UE pour améliorer la fourniture durable de SEF ; et (2) comment pouvons-nous stimuler le développement d'innovations en matière de gouvernance pour la fourniture de SEF ?

Pour le secteur forestier, a souligné Eeva PRIMMER (SYKE), un message important serait d'ouvrir le débat et d'examiner ce dont disposent les différents publics et parties prenantes, d'examiner les services écosystémiques qui sont souvent présentés comme des services de régulation (par exemple, la prévention des inondations, la séquestration du carbone, les infrastructures vertes) et de les considérer véritablement comme des opportunités pour l'avenir.

Suite à cela, António PAULA SOARES (ANPC - Association nationale des propriétaires terriens au Portugal, PAC - Confédération des agriculteurs portugais) a souligné que, comme expliqué dans InnoForEst, les solutions ne peuvent pas être fournies uniquement au niveau de l'UE. Il faut un plan général, adapté à chaque région et à chaque État membre, car il existe de nombreux scénarios différents dans les forêts de l'UE. Nous avons besoin de nouvelles politiques

et de nouveaux modèles commerciaux qui soient attrayants et qui tiennent toujours compte du principe des trois piliers de la durabilité : social, économique et environnemental. Nous ne pouvons pas nous contenter d'atteindre le pilier environnemental sans tenir compte de l'impact économique pour les propriétaires et les gestionnaires de forêts et de la demande sociétale.

Conceição SANTOS SILVA (UNAC - Union des forêts méditerranéennes) a été d'accord avec le point de vue de A. SOARES sur les 3 piliers de la durabilité et a ajouté que le moteur économique est un défi majeur dans des pays comme le Portugal où les forêts sont principalement privées. Nous devons trouver de nouveaux moyens de récompenser les propriétaires terriens, comme des paiements directs ou des mesures indirectes, par exemple une fiscalité verte réduite, des systèmes FSC et d'autres mesures qui pourraient contribuer à récompenser les propriétaires terriens.

Michael WOLF (DG AGRI) a déclaré que, si l'on peut constater que la superficie des forêts a augmenté au cours des dernières décennies, les écosystèmes sont soumis à une pression croissante en raison du changement climatique qui intensifie d'autres facteurs clés tels que les pressions, les parasites, les phénomènes météorologiques extrêmes, les incendies de forêt, entre autres. Nous avons donc besoin d'un cadre politique qui coordonne et assure la cohésion des politiques liées aux forêts et permette des synergies avec d'autres secteurs qui influencent la gestion des forêts. Dans ce contexte, la stratégie forestière de l'UE établira un cadre politique permettant d'obtenir les forêts que nous voulons à l'avenir.

InnoForEst a réalisé une gamme de produits qui offrent des solutions, tels que des manuels méthodologiques et des fiches d'information, des cartes intégrées sur les conditions du contexte biophysique et institutionnel européen, des recommandations ciblées pour les politiques et les entreprises, parmi beaucoup d'autres. Grâce à des mécanismes de gouvernance innovants et coordonnés, InnoForEst montre les voies qui peuvent mener à un avenir plus durable des forêts européennes.

 @InnoForEst
 @InnoForEstProject
 InnoForEst
 innoforest.eu



Mise en place de systèmes agroforestiers sur votre exploitation



Daniel MONTELEONE, ELO

L'objectif du projet AGFOSY a été de créer un système de formation complexe mais flexible en matière d'agroforesterie. Il est basé sur des études de cas et les meilleures pratiques qui fournissent aux agriculteurs et aux propriétaires terriens les aptitudes, les connaissances et les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des systèmes agroforestiers dans leurs propres exploitations. Les mesures d'agroforesterie (AF) peuvent apporter un large éventail d'avantages positifs à la gestion des terres, ainsi que d'aider les propriétaires terriens à atteindre les objectifs de la PAC. Elle peut apporter des solutions à différents problèmes, du chômage à la diversification des revenus en passant par les services écologiques.

Le 2 novembre dernier, ELO a accueilli la conférence finale virtuelle d'AGFOSY. Après plus de 2 ans, le projet Erasmus+ arrive à sa conclusion. La conférence s'est ouverte par un bref discours par l'auteur de ce texte, une introduction au projet par Martina BELASOVA d'ASZ et des remarques d'ouverture par le très estimé Patrick WORMS d'EURAF.

Ensuite, les partenaires du projet ont présenté les différents résultats intellectuels (qui sont disponibles sur le site web d'AGFOSY). Chacun de ces modules d'apprentissage innovants a été expliqué en détail pour aider à informer l'auditoire.

La partie suivante de la conférence finale a été consacrée aux expériences personnelles d'agroforesterie de divers agriculteurs et universitaires de toute l'Europe centrale. Judit CSÍKVÁRI a présenté le développement de l'agroforesterie dans sa ferme familiale et son fonctionnement. Tamás RÉTFALVI et Andrea VITYI ont parlé de la biodiversité, du microclimat et de la gestion de la faune sauvage. Radim KOTRBA a présenté une étude de cas sur la façon dont l'agroforesterie a contribué à réduire l'érosion et à améliorer l'environnement de la ferme.

Les panélistes et les partenaires du projet se sont ensuite réunis pour répondre aux questions concernant leurs exploitations. Des questions aussi profondes que les subtilités de la PAC en matière d'agroforesterie aux questions aussi divertissantes que la plante agroforestière préférée de chacun, une belle discussion a eu lieu entre tous les participants. La conférence a également été enregistrée. Pour ceux qui souhaitent écouter l'enregistrement à nouveau ou pour la première fois, veuillez-vous rendre sur notre page Facebook ou Twitter pour plus de détails.

La conférence finale n'a pas été la seule activité de cette année. Le système éducatif, mentionné dans les articles précédents et développé au cours de l'année dernière, a été achevé, y compris le matériel

d'étude, les fiches méthodologiques et les vidéos éducatives, tous traduits en six langues différentes (anglais, espagnol, français, hongrois, slovaque et tchèque). Ceux-ci s'ajoutent au rapport de synthèse existant « Current State of the Art of the Agroforestry Implementation » et aux 30 études de cas qui ont été créées l'année dernière. Un grand nombre des études de cas belges proviennent même de membres de l'ELO qui ont utilisé l'agroforesterie dans leurs propres exploitations. En outre, des essais pilotes ont été menés avec des agriculteurs de toute l'Europe et des bulletins d'information ont été publiés pour tenir les propriétaires fonciers et les agriculteurs informés du projet.

Bien que le projet se soit officiellement terminé fin novembre, le site web et les médias sociaux du projet resteront en ligne pendant au moins les 5 prochaines années et vous pouvez toujours nous suivre sur les différentes plateformes. Pour plus d'informations ou si vous souhaitez participer à de futurs projets et efforts d'agroforesterie, veuillez nous contacter à Daniel.montealeone@elo.org ou sur Twitter/Facebook.

 agfosy_erasmus
 agfosy

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



SOE KKKONPROFIT KFT.
Szerkesztési és Kísérleti Központ
Nemzeti Környezetvédelmi és Természetvédelmi Hivatal



Asociace
soukromého
zemědělství ČR



ASSOCIATION FRANÇAISE
d'AGROFORESTERIE
L'agriculture dans les règles de l'arbre



Lancement du projet AGRIWATER

Marie-Christine BERGER, ELO

Le 1er décembre, le projet AGRIWATER a tenu sa réunion de lancement virtuellement, en raison de la pandémie COVID-19 en cours. AGRIWATER est un nouveau projet ERASMUS+, qui se déroulera pendant deux ans et sera mis en œuvre en République tchèque, Chypre, Allemagne, Italie, Espagne et Belgique. Le projet vise à aider les agriculteurs à conserver leurs terres agricoles en mettant en œuvre des mesures d'adaptation novatrices aux sécheresses, ainsi qu'à sensibiliser les propriétaires fonciers à la nécessité de prendre soin de leurs terres.

Lors de la réunion de lancement, tous les partenaires se sont présentés et un atelier a été organisé sur la situation actuelle des effets de la sécheresse sur l'agriculture dans les pays partenaires du projet AGRIWATER. Tous les pays participants souffrent de sécheresse d'une manière ou d'une autre. La plupart des pays ont déjà mis en place un certain type de mesures publiques pour atténuer les effets de la sécheresse, mais des améliorations sont encore nécessaires pour permettre une utilisation plus efficace des ressources en eau.

Le projet créera une plateforme éducative où les agriculteurs et les propriétaires terriens pourront acquérir des connaissances sur la mise en œuvre pratique de différentes stratégies d'adaptation et de systèmes de gestion de l'eau qu'ils pourront ensuite utiliser sur leurs propres terres pour mieux faire face aux sécheresses. Les matériels couvriront l'état actuel dans les pays partenaires et les exemples de meilleures pratiques d'outils innovants d'adaptation à la sécheresse.

 @AGRIWATERERASMUS

 @AGRIWATER

 Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Project no: 2020-1-CZ01-KA204-078212



Un programme de formation pour les femmes dans les zones rurales

Juliette OLIVIER, ELO

La 5e réunion transnationale du projet REWARD s'est tenue en ligne le 22 octobre dernier. Au cours de la réunion, les partenaires ont discuté de la finalisation du matériel de formation visant à fournir aux femmes rurales les connaissances et les compétences nécessaires pour mener à bien une initiative commerciale basée sur des activités multifonctionnelles liées au patrimoine culturel. Le contenu des modules de formation a été inspiré par des exemples d'études de cas recueillis dans nos pays partenaires. Des vidéos d'introduction ont également été créées pour être utilisées comme outil de promotion et de sensibilisation.



Module 5: Équilibre entre vie professionnelle et vie familiale

Les cinq modules de formation porteront sur les sujets suivants

- Développement rural grâce à une agriculture multifonctionnelle et au patrimoine culturel
- Entreprendre avec l'agriculture multifonctionnelle
- Gestion de l'agriculture multifonctionnelle
- Communication et marketing dans les zones rurales
- Équilibre entre vie professionnelle et vie familiale

Les modules de formation seront bientôt disponibles gratuitement sur notre plateforme de formation en anglais, tchèque, français, polonais, slovène et espagnol.

Le projet REWARD arrive à son terme. La conférence finale, où tous nos résultats seront présentés, devrait avoir lieu à Bruxelles au printemps 2021.

 reward-erasmus.eu

 [rewarderasmus/](https://www.facebook.com/rewarderasmus/)

 [reward-erasmus](https://twitter.com/reward-erasmus)

 Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





Suppression progressive de la grenaille de plomb dans les zones humides à tout prix

Si le titre de cet article peut sembler séduisant pour certains, les coûts réels liés au récent règlement de la Commission européenne (CE) concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), notamment en ce qui concerne le plomb dans les armes à feu dans les zones humides ou à proximité, devraient en préoccuper plus d'un dans l'Espace économique européen (EEE).

L'équipe CIC

Plus important encore, ce règlement créera un certain nombre de problèmes pour les agents d'exécution des États de l'EEE et pour 10 millions de citoyens, notamment les chasseurs, les agriculteurs, les tireurs sportifs et les tireurs d'argile.

Restreindre l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est un objectif bien intentionné, et est déjà réglementé dans 23 États membres de l'Union européenne (UE) en raison de la mise en œuvre des prescriptions de la Convention de Ramsar. Toutefois, le règlement CE contient un certain nombre de domaines problématiques majeurs que tous les groupes de citoyens européens susmentionnés, et d'autres, devront respecter.

Alors que ces erreurs auraient pu être évitées, la CE a malheureusement ignoré l'avis de sa propre agence scientifique (Agence européenne des produits chimiques - ECHA), ce qui a conduit à des manquements:

- au principe de proportionnalité
- à la présomption d'innocence, qui a conduit la Commission à dépasser les pouvoirs d'exécution prévus par REACH en créant de nouvelles obligations pour les «consommateurs»; et

- au principe de la sécurité juridique.

Malheureusement, les conséquences seront extrêmement disproportionnées pour les agents de contrôle des États de l'EEE et les groupes de citoyens susmentionnés. Il en résultera de multiples contestations judiciaires dans les pays de l'EEE. Dans ce contexte, le texte aurait grandement bénéficié d'un travail supplémentaire au sein du comité REACH avant de devenir une loi.

Lorsque l'on considère les erreurs qui sont apparues suite à l'ignorance des conseils de l'ECHA, il est utile de le souligner :

- l'ECHA n'a pas proposé l'inclusion de zones tampons vaguement définies autour des zones humides, la CE l'a fait.
- l'ECHA a proposé une période d'élimination progressive de trois ans basée sur une évaluation socio-économique, mais la CE a modifié cette période à deux ans.
- l'ECHA n'a pas interprété la définition de Ramsar de manière aussi large pour inclure même les flaques temporaires, la CE l'a fait, créant la possibilité de situations insolubles pour les chasseurs et les agents de contrôle.

Heureusement, sur ce dernier point, un changement majeur a été proposé par la CE lors de la dernière phase de rédaction du règlement. La CE a explicitement mentionné que les États membres peuvent appliquer des orientations sur la manière d'appliquer la définition des « zones humides » sur leur

territoire conformément aux objectifs de la restriction (protection des oiseaux d'eau) et de la proportionnalité.

Comme mentionné, le règlement dépasse également ses pouvoirs de mise en œuvre dans le cadre de REACH, la Commission cherchant à créer de nouvelles obligations pour les consommateurs, y compris les chasseurs, de ne pas utiliser ou porter des fusils à plomb (c'est-à-dire des produits de consommation) à moins de 100 mètres dans ou autour des zones humides. En règle générale, les consommateurs n'ont pas à respecter des obligations de cette nature dans le cadre de REACH.

Le même défaut juridique existe dans le texte du règlement, selon lequel les chasseurs sont victimes d'un renversement de la « présomption d'innocence » et de la charge de la preuve en interdisant la possession de grenaille de plomb lors de la chasse dans les zones humides.

Enfin, cette restriction sur l'utilisation du plomb dans les tirs sur les zones humides n'est qu'un début ! La CE a déjà dans ses tiroirs un projet de règlement qui envisagera d'interdire l'utilisation du plomb dans un certain nombre d'autres applications en dehors des zones humides, notamment dans les balles sur tous les terrains et dans le matériel de pêche. Non seulement cela aura un impact sur la communauté des chasseurs, mais cela aura également de graves conséquences pour les pêcheurs à la ligne, la pêche sportive et les autres entreprises travaillant dans le secteur de la pêche.

Pour plus d'informations :
www.cic-wildlife.org

AGRILAND
Exploitant et/ou coordinateur
d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.be
☎ +32 (0)10 23 29 00

France
damien.deriberolles@agrilandfrance.fr
☎ +33 (0)6 50 98 17 13

www.agriland.be

Gilbert de TURCKHEIM RIP

C'est avec une grande tristesse que je vous informe du décès de Gilbert de TURCKHEIM, ancien président de FACE (2003-2015) et président d'honneur de FACE. Nous sommes tous choqués par sa perte soudaine. L'engagement de Gilbert dans la conservation de la nature et les initiatives en faveur de la vie sauvage en France et en Europe a été long et varié, et découle d'une vie d'expérience et de passion.

Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille et à ses amis.
Torbjorn LARSSON, Président de la FACE



2021 FAMIGRO Prix pour l'entrepreneuriat



La famille GROTENFELT représente plus de 350 ans d'histoire liée à la propriété foncière diversifiée en Finlande.



avant le 1^{er} mars. Le formulaire est disponible sur les sites de l'ELO, FCS et YFCS, où tous les détails et conditions sont précisés, y compris la tranche d'âge pour postuler (18-40 ans).

Nos candidats et nos lauréats de ces dernières années représentent un large éventail d'industries de différents pays qui veulent réaliser de grandes choses grâce à leurs idées uniques. D'un refuge d'un genre totalement nouveau dans la nature qui permet de s'évader de la ville à une limonade biologique d'une entreprise française qui convainc non seulement par

son goût délicieux mais aussi par un design harmonieux et une responsabilité écologique.

Parmi les précédents lauréats vous trouverez :

Coconat (<https://coconat-space.com/>),
Coucoo (<https://www.coucoo.com/>),
Wilderness Tiny House (<https://wilderness.be/build-your-tiny-house/>)
et Wignac Cidre Naturel (<https://www.wignac.com/>).

Pour plus d'informations, veuillez contacter : alberto.hermose@yfcs.eu ou rendez-vous sur le site www.yfcs.eu

FAMIGRO est une société privée familiale fondée par Karl GROTENFELT en 1985. En 2013, il crée le prix du même nom décerné chaque année à un jeune entrepreneur rural européen qui a apporté ou apporte une contribution particulière à l'économie rurale et à l'environnement.

Grâce à l'initiative de M. GROTENFELT, les YFCS peuvent soutenir chaque année une start-up qui apporte des réponses aux défis actuels du secteur rural.

Les projets d'entreprise contribuent à l'évolution de nos campagnes, tandis que le respect de l'environnement et la responsabilité sociale sont approuvés par chaque entrepreneur rural. L'objectif du prix FAMIGRO est d'augmenter les chances de réussite et de croissance de ces précieux projets, en leur permettant de bénéficier du soutien du réseau des *Friends* et *Young Friends of the Countryside*.

Le prix comprend également 5 000 euros, un article dans le *CountrySide Magazine* et la possibilité de se joindre à l'assemblée générale 2021 des FCS & YFCS en Espagne.

L'édition 2021 est maintenant ouverte, et les candidatures doivent être envoyées



EDITION 2021



FAMIGRO AWARD

PRESENTED BY THE YOUNG FRIENDS OF THE COUNTRYSIDE

WHAT?

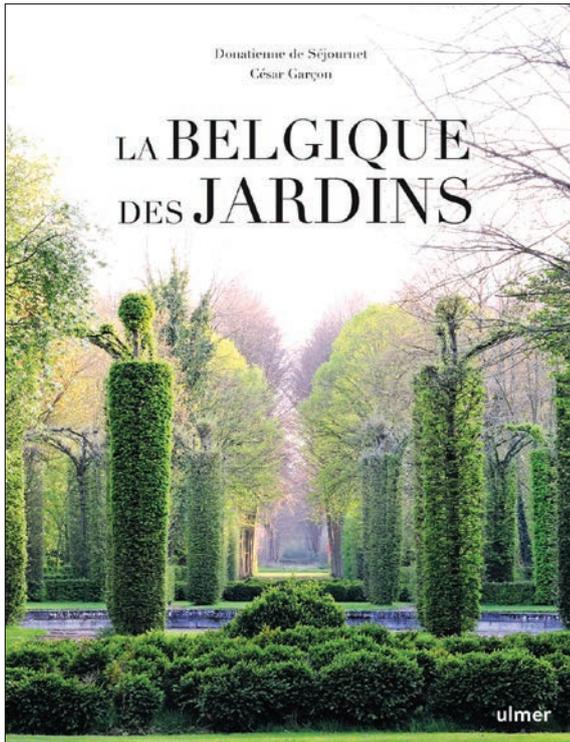
- The award was created by Karl Grotenfelt in 2013 and will be given to the most innovative entrepreneurial idea. A project that will contribute to the evolution of our rural countryside, while endorsing their environmental & social responsibilities.

WHY?

- The winner will receive:
- €5,000 prize
 - A diploma
 - Exposure on our written & online channels
 - Invitation to our General Assembly in June 2021 in Cordoba, Spain

HOW?

- if you are an 18-40 year old entrepreneur, who is a EU/UK citizen, please contact alberto.hermose@yfcs.eu for more details!



La Belgique des jardins

Donatienne DE SÉJOURNET,
César GARÇON
EDITIONS ULMER, 2020
ISBN: 9782379221330

La Belgique des jardins, une immersion photographique dans les plus beaux jardins de Belgique, historiques et contemporains.

La Belgique possède une grande tradition jardinière : des jardins XVIIIe, comme celui du flamboyant Prince de Ligne à Beloeil, aux jardins très contemporains du quartier de Kanaal à Anvers, en passant par les créations de paysagistes de renommée internationale comme René PECHERE, Jacques WIRTZ, Eric DHONT ou Paul DERROUSE, ou encore les fameux arboretums de Kalmthout et de Wespelaar et leurs collections botaniques incomparables. Sans oublier des jardins historiques comme Hex, Attre, Freÿr, Annevoie, Argenteuil...

César GARÇON s'est livré à un travail de plus de 2 ans pour traquer les plus belles lumières et capturer des images inédites des 30 jardins parmi les plus beaux et les plus représentatifs du pays. Les textes de Donatienne de SÉJOURNET, passionnée de jardins et historienne, permettent de les replacer dans leur contexte historique, culturel et botanique.

Un très beau livre-cadeau pour les amateurs de jardins !

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

Discover these beautiful country estates
that offer a rich diversity of activities
set in beautifully scenic, historical and
natural surroundings!

The Welcoming Estates wish you a
Merry Christmas
and a
Successful New Year!

For the latest news from all estates, please
follow us from your Instagram App.
Now more than 1000 followers!!

Welcoming
Estates
Website

www.welcomingestateswebsite.com

FFA

Save the date
Tuesday, March 23, 2021

Agenda

11 janvier, Bruxelles, webinaire

Régime alimentaire sain pour la Nouvelle Année, webinaire mensuel des YFCS

www.yfcs.eu

20 janvier, Bruxelles

Date limite de candidature pour le prix « Soil and Land Management »

www.europeanlandowners.org/awards/soil-land-award

20 - 21 janvier, Berlin, format numérique

Semaine verte internationale - Berlin 2021

www.gruenewoche.de

Design & proof readers

Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José M^a Gomez-Acebo Rosas
Athena Lefebvre

Back office:

Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org

ELO
European Landowners' Organization

CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :

Thierry de l'Escaille

Chief editor :

Emmanuelle Mikosz

Text editor :

Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Johan NORDENFALK est décédé à l'âge de 86 ans, laissant profondément endeuillé sa femme Anna Lena, leurs quatre enfants et leurs familles.

Johan a fait preuve d'une capacité exceptionnelle dans les différents postes qu'il a occupés dans le monde des affaires et la vie culturelle suédoise et internationale. Un individu d'exception, à la fois exigeant et visionnaire, doté d'un véritable courage civil, d'une grande honnêteté et toujours avec une étincelle au fond des yeux.

Il a été Secrétaire d'État au Ministère du commerce, ensuite il est passé au Ministère de l'industrie et a été nommé ambassadeur et a été par principe à la tête de toutes les entreprises publiques. Plus tard, cependant, une scission est apparue entre lui et le gouvernement social-démocrate, et dès lors il s'est impliqué dans le secteur privé pour être connu comme le père du « marché de gré à gré ». Il a également été une force motrice au sein du Conseil suédois du commerce. Johan a été président de la « Royal Patriotic Society » avec un engagement particulier pour la remise de médailles pour l'excellence en affaires. Pour ces efforts, il a reçu la médaille de SM le Roi de la plus haute dénomination. En tant que président de longue date de l'Association suédoise des propriétaires fonciers, il s'est efforcé de protéger les droits de propriété et a initié, avec beaucoup de dévouement, des règles fiscales plus justes pour permettre aux entreprises familiales telles que les domaines de se consolider, de se développer, de faire face au remplacement des générations et d'améliorer et de valoriser le patrimoine culturel et environnemental. Grâce à son autorité, au fait qu'il soit une personnalité connue et respectée au gouvernement et à son engagement fort sur ces questions, il a pu atteindre ses objectifs. Il a également été président de la « European Landowners' Organization » et l'un des fondateurs des « Friends of the Countryside » où il s'est engagé sur les mêmes questions en tant que

président. Il a été la figure centrale de l'adoption de l'article 17, qui protège les droits de propriété, inclus dans la Charte européenne de Nice.

Ayant compris très tôt l'importance des outils de communication, il a fondé le prix Anders WALL, en collaboration avec Anders WALL et la Commission européenne, pour récompenser les réalisations exceptionnelles dans les domaines privés au profit de la société dans son ensemble. Ce faisant, il a ouvert la voie à de nombreuses initiatives et a été une source d'inspiration pour beaucoup d'entre nous.

Mais son cœur battait tout particulièrement pour sa propriété familiale Blekhem dans le Småland, en Suède, où il a créé une belle maison pour sa famille et où il a pu profiter d'un merveilleux environnement avec une forêt bien gérée et se consacrer à sa grande passion, la chasse.

Au nom des Friends of the Countryside, des Young Friends of the Countryside et de European Landowners' Organization, nous souhaitons exprimer notre plus profonde appréciation et notre gratitude pour les réalisations de Johan NORDENFALK tout au long de sa vie. L'héritage de son travail et de son soutien survivra et nous inspirera toujours.

Nous aimerions transmettre nos mots de réconfort les plus sincères à sa femme, Anna Lena, ainsi qu'à ses enfants et petits-enfants. Nos pensées et nos prières sont avec vous tous.

*Michael SALM zu SALM, Président de FCS
Marie-Christine SCHÖNBORN, Présidente de YFCS
Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général de ELO*



La cérémonie de remise du prix Anders WALL en 2018, Thierry de l'ESCAILLE, Günther von der SCHULENBURG, Johan NORDENFALK